

Plan de guerre(s)

Rosalie Albani

Mardi 21 novembre, Emmanuel Macron recevait une centaine de patrons à l'Elysée pour promouvoir le programme ETIncelles en direction des petites et moyennes entreprises. A cette occasion, au sujet des réformes à poursuivre, il a martelé : « Je vois avec beaucoup d'inquiétude le discours ambiant (...) : les réformes, on peut mettre sur pause. Réveillez-vous ! (...). On a des finances publiques qui me donnent le sentiment qu'on ne peut pas relâcher l'effort. Quiconque pense que le temps est au repos, au mauvais compromis, on ne vit pas dans le même monde. »

Macron répond au cap fixé par le capital financier : mener jusqu'à son terme le plan de guerre contre les travailleurs et la jeunesse de ce pays en liquidant, bout par bout, tous les acquis sociaux. Il faut bien compenser les 413 milliards débloqués pour le budget militaire. Un véritable programme de guerre contre les travailleurs en France. Et la guerre contre les Palestiniens à Gaza. En apparence, Macron ne semble plus savoir où il en est. Un jour, il dit déplorer « les trop nombreuses pertes civiles » et demande « une trêve humanitaire » à Gaza. Un autre, il réitère son soutien à Israël et son « droit à se défendre ». Mais derrière ces fausses hésitations, le massacre continue. Tout comme leur soutien inconditionnel à Israël. En France, la liberté d'expression et de manifestation est mise à mal, celle des journalistes, des syndicalistes, des humoristes et de tous ceux qui n'acceptent pas de se mettre au pas de la propagande officielle (voir page 7). Macron use les institutions réactionnaires de la V^e République jusqu'à la corde pour passer en force à coups de 49.3. Mardi 21 novembre, lors du point presse à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, présidente du groupe LFI, informe qu'elle a demandé qu'une minute de silence puisse se tenir dans l'Hémicycle pour rendre hommage aux plus de 13 000 victimes palestiniennes et aux 102 agents de l'Onu tués dans les bombardements à Gaza. Demande évidente et humaine face à l'horreur qui se déroule à Gaza et dont des millions ne veulent plus, en France comme dans le monde. Mais demande refusée par la macronie et le RN ! A l'évidence pour ces gens-là, femmes, hommes, enfants massacrés à Gaza depuis quarante jours ne valent pas les horreurs du 7 octobre. Plus que jamais, cessez-le-feu ! Levée du blocus ! Arrêt des massacres !



Dans la manifestation pour le cessez-le-feu, le 18 novembre à Nantes.

AFP

L'insoumission

Chronique politique

« Rencontres de Saint-Denis » : Macron toujours plus isolé

Gabriel Caruana

Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes à l'Elysée. « Une démarche collective sans précédent de la part d'ambassadeurs de France au Moyen-Orient », une dizaine d'entre eux ont adressé la semaine dernière une note commune au Quai d'Orsay et au président de la République dans laquelle ils regrettent le virage pro-israélien du chef de l'Etat depuis le 7 octobre. Bruits persistants de remaniement, existence de clans rivaux à l'Elysée, rumeurs de départs dans le cabinet de Macron. « Moralisation de la vie politique » ? Après François Bayrou, soutien de la première heure de Macron, c'est maintenant contre le garde des Sceaux Dupond-Moretti qu'une peine de prison avec sursis est requise. Et Olivier Dussopt sera devant le tribunal à compter du 27 novembre pour soupçon de favoritisme... Quant à la Première ministre, elle n'ose plus venir défendre devant l'Assemblée nationale ses 49.3 dont elle use et abuse, faute de majorité. C'est dans ce contexte que le président de République a tenté un coup le 17 novembre dernier en invitant les « chefs de parti » autour de lui

pour une réédition des « rencontres de Saint-Denis ». Mais dès le départ, la rencontre a été entachée. La France insoumise a décliné l'invitation, ce qui est dans le droit-fil de son refus de s'associer à la marche d'union nationale du 12 novembre dernier.

LE REFUS DE LFI

Deux autres partis, LR et le PS, ont également décliné l'invitation. Ce sont pourtant eux qui se sont succédé à la tête de l'Etat dans les dernières décennies et y ont souvent cohabité. « Un seul chef de parti vous manque est tout entaché », estime Guillaume Tabard dans *Le Figaro*. L'opération était donc mort-née et les commentaires sont peu amènes : « Dix heures de conclaves, pas d'avancée » pour *Le Parisien* ; « Désaccord à Saint-Denis » pour *Libération* ; « Un boulevard laissé au RN et à Bardella » pour *L'Opinion* ; « Des résultats décevants » pour *Le Monde*... Pour tenter de sauver l'affaire, plusieurs « chefs » se sont par contre précipités à Saint-Denis. « Je suis à la tête d'un parti de gouvernement », déclare Jordan Bardella, du RN. Chaque fois que la République nous convoque, nous

répondons présent. » Fabien Roussel (PCF), qui était aussi là, a déclaré être venu apporter une voix de gauche, notamment sur le pouvoir d'achat. Et sur le même registre, Marine Tondelier (EELV), a jugé « important d'être là » pour « mettre l'écologie à l'ordre du jour ».

« UN PARFUM D'ÉCHEC » (L'OPINION)

Mais si la presse ne parle ni de pouvoir d'achat ni d'écologie, que s'est-il passé durant les 10 heures de ce conclave politique étrié ? Une très grosse matinée fut consacrée à la situation internationale. Fabien Roussel explique qu'il aurait été question des « négociations rudes » sur la libération des otages et déclare avoir questionné le chef de l'Etat sur les positions « ambiguës »

de la France et les « zigzags » qui donne « son soutien inconditionnel à Israël tout en étant faible sur le cessez-le-feu ». Ambiguïté ? Les dizaines de milliers qui manifestent en France pour le cessez-le-feu et contre le soutien

sans faille apporté au gouvernement d'Israël apprécieront... Quant au plat de résistance, il s'agis-

sait de la réforme constitutionnelle. Là aussi, la montagne a accouché d'une souris. Pas de consensus sur un référendum sur l'immigration défendu par le seul RN, de vagues pistes sur une réforme du référendum d'initiative populaire. On discute, on palabre, on promet un relevé de décisions, une nouvelle date, sans plus de précision, mais le cœur n'y est pas. *L'Opinion* du 20 novembre s'en inquiète : « Si, pour le chef de l'Etat, la rencontre de vendredi a un parfum d'échec (...), pour le jeune président du RN, c'est l'inverse. Après avoir fait de l'antisémitisme un instrument de dédramatisation, Jordan Bardella, tel un coucou, fait son nid dans les rencontres de Saint-Denis. » Le camouflet est réel, mais comme si de rien n'était, le gouvernement continue de soutenir la guerre et promet d'ores et déjà, par la voix de Bruno Le Maire, de nouvelles coupes pour 2024 de 12 milliards dans le budget de l'Etat dont feraient en premier les frais les fonctionnaires et les chômeurs âgés. Comme l'écrit Bertille Bayart dans *Le Figaro*, « il faudra aller beaucoup plus loin dans la réforme de l'Etat et la remise en cause du modèle social. Le seul choix qui reste est d'en prendre l'initiative. » Y parviendront-ils ? C'est une autre affaire.